

une position universitaire déclassée (il est assistant bibliothécaire) et dominée alors même qu'il dispose d'un capital universitaire important ; il n'est reconnu qu'en 1942, de manière posthume par l'Institut d'anthroposociologie à Montpellier. Militant antisystème issu des rangs guesdistes, il poursuit son engagement auprès des félibriges de Frédéric Mistral. Il ne parvient pas à faire passer ses idées en France car marqué par son passé guesdiste, son athéisme. Il demeure ainsi marginal alors même que les Anglo-Saxons (aux États-Unis, il est notamment le correspondant français de la Galton Society, traducteur de Madison Grant) et les Allemands de la mouvance *völkisch* le mobilisent.

C'est également à Montpellier, à la faculté de médecine, qu'officie Joseph Grasset, professeur de médecine, apportant une caution scientifique à l'Action française. La trajectoire de ce médecin philosophe montre un homme soucieux d'hygiène sociale, de redresser le corps social français et de fonder une science traditionaliste qui puise entre autres dans les Évangiles. Le passeur de ces théories entre le monde savant et le monde politique n'est autre que Paul Bourget, écrivain conservateur.

Enfin, la contribution de Nicolas Lebourg tombe à point nommé en ce qu'elle retrace les ajustements constants des nationalistes-révolutionnaires dans leur quête pour s'inscrire d'abord comme acteurs légitimes dans l'espace extrême droitier. Pour ce faire, ils ont recours à l'usage de l'histoire intellectuelle fasciste mythifiée, notamment aux auteurs de la révolution conservatrice qu'ils recyclent, révisent afin de procéder à l'élaboration d'une identité stratégique de groupe : les nationalistes révolutionnaires, autrement dits des solidaristes, résistants. En falsificateurs de l'histoire, ils tentent d'apparaître fréquentables.

On le voit, la science – à tout le moins le sceau de la scientificité – constitue bien plus qu'un outil de légitimation des discours réactionnaires et conservateurs. Il s'agit bien d'une arme qui est utilisée soit pour se défendre des adversaires et donc tenir sa place dans le jeu du champ des sciences sociales, soit pour conquérir l'espace intellectuel puis politique. Tenant compte des

configurations de manière synchronique (état des luttes et des rapports de force dans le champ des sciences sociales) et chronologique (affaire Dreyfus à la fin du 19^e siècle, montée des fascismes de l'entre-deux-guerres, ou encore régimes autoritaires, épuration), les auteurs de cet ouvrage parviennent à montrer comment l'entreprise de certains hommes peut prendre appui sur des institutions, des organisations, rencontrer un certain écho ou au contraire se cantonner à la marge de l'espace de production scientifique.

En somme, ces contributions invitent bien à réfléchir sur des *praxis* dynamiques et non sur des *doxa* figées.

Magali Boumaza -

Université de Galatasaray, Istanbul
GSPE-PRISME (CNRS UMR 7012)

Manzo (Gianluca) - *La spirale des inégalités. Choix scolaires en France et en Italie au 20^e siècle.* -

Paris, Presses Universitaires de Paris Sorbonne, 2009
(L'intelligence du social). 336 p.

Ce livre se fixe le double objectif de prolonger les débats substantiels sur les inégalités scolaires et de proposer une nouvelle méthode pour expliquer les mécanismes qui les créent, voire en fait une nouvelle sociologie, appelée « computationnelle ». La présente note se centrera principalement sur les innovations méthodologiques proposées par Gianluca Manzo.

Certes, les données mobilisées dans l'ouvrage ne sont constituées qu'à partir de quatre enquêtes nationales, deux pour chacun des pays comparés (France et Italie). Autrement dit, l'auteur, d'un point de vue empirique, laisse de côté certains facteurs individuels explicatifs de la réussite scolaire. Il est question de l'origine sociale des individus, du genre également, de manière plus secondaire ; néanmoins d'autres variables mobilisables, et généralement mobilisées, sont volontairement laissées de côté ici. Il en va ainsi par exemple de l'origine migratoire¹, de la structure de la famille (monoparentale ou non), de la participation des parents, et notamment des mères, aux devoirs scolaires, etc. Les questions afférentes à la ségrégation

1. Louis-André Vallet, Jean-Pierre Caille, « Les carrières scolaires au collège des élèves étrangers ou issus de l'immigration », *Éducation et formations*, 40, 1995, p. 5-15 ; Yaël Brinbaum, Annick Kieffer, « Les scolarités des enfants d'immigrés dans le secondaire : des aspirations aux orientations », *Ville École Intégration Diversité*, 154, 2008, p. 141-145.

scolaire ou au choix résidentiel des parents¹ sont également laissées à l'arrière-plan, tout comme celles relatives aux interactions entre écoles, classes et individus². D'aucuns pourraient dès lors s'arrêter à ce constat, mais l'essentiel n'est pas là. D'abord, l'auteur fait avancer le débat sur la question et l'explication de la démocratisation quantitative mais aussi de la perpétuation d'une stratification des niveaux d'éducation. Surtout, s'il faut, à nos yeux, lire ce livre, c'est aussi pour les questions et les innovations méthodologiques qu'il propose.

La méthode utilisée est celle de la simulation informatique des comportements d'agents virtuels dans ce que l'auteur appelle des « sociétés artificielles ». Autrement dit, les agents simulés peuvent interagir les uns avec les autres, disposer de liens entre eux (les voisins), donc former des réseaux plus ou moins socialement divers. L'intérêt est dès lors qu'entrent en relation des logiques microsociales (à l'échelle de l'individu), mésosociales (le comportement des « voisins »), mais également macrosociales (dans une logique qui dépasse un simple processus d'agrégation). *A priori*, ce type d'outil pourrait n'être qu'une simple « formalisation » théorique, proche des pratiques et recherches de modèles sans données.

Il n'en est rien. L'auteur tente en fait de relier ici différents types de sociologie, essentiellement la sociologie analytique à la fois théorique et formalisatrice, mais aussi la sociologie quantitative construisant sa démarche à partir des données, en résolvant les apories de chacune d'entre elles. On peut souvent reprocher à une sociologie se nourrissant essentiellement de théories et d'axiomes de manquer d'application et de validation empirique. Elle propose des mécanismes mais ne dispose que très rarement des données pour que ses propositions s'ancrent dans le réel. À l'inverse, ce qui manque à la sociologie quantitative, et lui est d'ailleurs très souvent reproché, est son approche rudimentaire des mécanismes sociaux (voir à ce sujet notamment les développements p. 38-42, ainsi que le chapitre 2). En cela, l'auteur pointe un vrai enjeu de l'analyse quantitative.

Dans le langage des statistiques sociales, il est vrai que nous parlons souvent « d'explication » ou de modèle explicatif tout en référant en fait à une association en régression ou en statistiques inférentielles, même contrôlée par d'autres variables indépendantes, sans pour autant que les mécanismes causaux entre ces variables indépendantes et la variable dépendante soient clairement formulés, voire testés ou testables. On peut reprendre ici le vieux débat entre Boudon, d'une part, et Bourdieu et Passeron, d'autre part, même si l'auteur n'y revient pas tout en s'inscrivant dans l'héritage du premier. Ces chercheurs s'accordent sur un même constat, qui résiste à l'introduction de variables de contrôle : la réussite scolaire dépend de l'origine sociale des élèves. Mais est-ce du fait de mécanismes de reproduction ou du choix d'acteurs rationnels calculant les coûts et les avantages d'un choix scolaire ? Impossible de trancher pleinement puisque les deux théories rendaient compte du même phénomène et les mécanismes supposés par ces deux « écoles sur l'école » ne pouvaient être réellement testés. On pourrait avoir la même discussion sur le vote de classe dans les années 1970 : conscience de groupe ou intérêt économique individuel ?

Gianluca Manzo, propose donc, face à ces limites des sociologies traditionnelles, de reconstituer « *in vitro* » les « mécanismes générateurs » pouvant expliquer les faits empiriques constatés. Il faut bien comprendre ici qu'il ne s'agit pas de simples mises en équation mais de paramètres, de règles d'action qui vont s'appliquer à ces agents virtuels. Ces mécanismes générateurs s'incluent dans son « modèle du choix éducatif interdépendant » (MCEI) qui postule sept mécanismes différents (p. 137-151 et figure 10, p. 218), certains résultant de mécanismes individuels (coût et rentabilité subjectives du diplôme dépendant notamment de l'origine sociale, réussite éducative à un niveau inférieur de diplôme, informations fournies par les voisins), d'autres du choix des acteurs proches de l'individu (notamment de ses « égaux sociaux ») et certains découlant de l'ensemble des choix des agents (cette agrégation affectant notamment la rentabilité d'un diplôme donné).

1. Marco Oberti, *L'école dans la ville : ségrégation, mixité, carte scolaire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007 ; Agnès Van Zanten, *Choisir son école : stratégies familiales et médiations locales*, Paris, PUF, 2009.

2. Voir par exemple, Marie Duru-Bellat, Séverine Le Bastard-Landrier, Céline Piquée, Bruno Suchaut, « Tonalité sociale du contexte et expérience scolaire des élèves au lycée et à l'école primaire », *Revue française de sociologie*, 45 (3), 2004, p. 441-468.

En cela, les sociétés virtuelles ainsi construites permettent de créer des destinées scolaires individuelles et collectives, bref de relier les niveaux micro, méso et macro assez souvent difficiles à analyser simultanément. Surtout, il est possible de confronter les résultats produits par la simulation avec les résultats réels constatés à la fois à un moment donné mais aussi de manière longitudinale et dynamique. L'adéquation entre la réalité et la simulation est d'ailleurs étonnante (chapitre 7). L'auteur en profite également pour créer des « utopies » en essayant de simuler l'action que pourrait avoir sur la morphologie scolaire la modification de différents paramètres, comme par exemple, l'hétérogénéité ou l'homogénéité sociale des groupes d'agents, utopie qui n'est pas sans interroger sur les conséquences d'une école plus ou moins socialement diverse et des politiques publiques éducatives associées.

Le travail de G. Manzo est donc particulièrement novateur et ouvre des pistes intellectuelles plus que séduisantes. Reste cependant quelques critiques que l'auteur ne fait qu'esquisser. Autant dans la sociologie quantitative traditionnelle, on dispose désormais de règles d'invalidation empirique (soit par l'adjonction de nouvelles variables ou théories à un modèle, soit par la recherche et l'élaboration de nouvelles données (comme les enquêtes écoles/classes/individus), autant la simulation ne permet pas pour l'heure d'invalider un modèle générateur. Imaginons que des paramètres alternatifs soient proposés, que ces nouvelles règles d'action s'avèrent toutes aussi performantes, comment dès lors départager plusieurs modèles générateurs ? Enfin, reste la question de la complexité empirique. Les données mobilisées restent finalement assez sommaires. Par exemple sont traités de la même manière un diplômé de master dispensé à l'université ou un titulaire de diplôme d'ingénieur issu d'une grande école prestigieuse. Or, même si G. Manzo considère que les inégalités scolaires tendent à se résorber en France, n'est-ce pas parce que sa mesure des diplômés n'est plus aussi éclairante qu'auparavant ? N'y a-t-il pas encore d'autres mécanismes de « distinction » qui perdurent ? Une autre critique empirique renvoie à la rentabilité réelle des diplômés car, même si l'accès à l'enseignement supérieur et à l'enseignement secondaire long s'est

considérablement répandu, *quid* de la carrière professionnelle qui s'ensuit¹ ?

Néanmoins « on ne critique que les riches », ce livre est un début plus que prometteur pour la sociologie computationnelle.

Vincent Tiberj -

Sciences Po, Centre d'études européennes

Bessin (Marc), Bidart (Claire), Grossetti (Michel), dir. - *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement.* -

Paris, La Découverte, 2010 (Recherches). 398 p.

Issu d'un atelier organisé avec l'appui d'un financement ACI, puis d'un colloque sur le thème « bifurcations et événement », qui s'est tenu à Paris en 2006, ce livre collectif dirigé par M. Bessin, C. Bidart et M. Grossetti constitue une perspective pluridisciplinaire articulant sociologie, histoire, économie, mais aussi philosophie et science politique, et destinée à penser ce que – pour les codirecteurs de l'ouvrage – la sociologie a délaissé pendant longtemps : les changements brusques et imprévisibles, et pourtant dotés de conséquences amples et durables. Il s'agit ici de saisir ces ruptures aussi bien à l'échelle d'un parcours individuel (celle de la bifurcation biographique) qu'à celle des sociétés, pour élucider le jeu historique de la contingence et la logique de bouleversements sociaux et politiques. Ainsi, une pluralité d'objets phénoménaux et de terrains sont convoqués et confrontés, des ruptures marquant les parcours de vie – sous la forme de reconversions professionnelles, de passage à un autre « âge de la vie », de conversion religieuse... – à celles interprétées en termes de « crises » économiques, sociales ou politiques.

L'observation qui sert de point de départ à l'ouvrage est le constat affirmé selon lequel les sciences humaines et sociales ont largement privilégié, par le passé, une approche causale des phénomènes en termes de processus continus lorsqu'il s'est agi de penser le changement. Il en résulte que « l'événement perturbateur » relève souvent d'un impensé que les contributeurs au présent ouvrage ont en commun de vouloir élucider. L'une des manières de le saisir a été introduite en sociologie à travers le développement des approches biographiques et l'étude longitudinale

1. Voir Louis Chauvel, *Le destin des générations*, Paris, PUF, 1998 ; Camille Peugny, *Le déclassement*, Paris, Grasset, 2009.